



COMMISSION EUROPÉENNE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur DG 2	
Entrée	11 JAN. 2008
No

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
No
09 JAN. 2008
ENTRÉE A LA D II

Bruxelles, le 21/XII/2007

SG-Greffe(2007) D/ **208270**

REPRÉSENTATION PERMANENTE
DU LUXEMBOURG AUPRÈS DE
L'UNION EUROPÉENNE
Av. de Cortenberg, 75

1040 BRUXELLES

Objet: NOTIFICATION AU SENS DE L'ARTICLE 254 DU TRAITÉ CE

Le Secrétariat général vous prie de bien vouloir transmettre au Ministre
des Affaires étrangères la décision ci-annexée.

Pour la Secrétaire générale



Karl VON KEMPIS

p.j. : C(2007)6821

LU



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 20-XII-2007
C(2007) 6821

À NE PAS PUBLIER

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20-XII-2007

**portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds
européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et
emploi» pour le Luxembourg**

CCI 2007LU162PO001

(LE TEXTE EN LANGUE FRANCAISE EST LE SEUL FAISANT FOI)

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 20-XII-2007

portant adoption du programme opérationnel d'intervention communautaire du Fonds européen de développement régional au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» pour le Luxembourg

CCI 2007LU162PO001

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1260/1999¹, et notamment son article 32, paragraphe 5,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 6 mars 2007 le Luxembourg a présenté à la Commission une proposition de programme opérationnel pour le Grand Duché du Luxembourg qui remplit les conditions prévues pour l'objectif «compétitivité régionale et emploi» à l'article 6 du règlement (CE) n° 1080/2006. À la demande de la Commission, les autorités nationales ont transmis des informations complémentaires le 16 novembre 2007.
- (2) Le programme opérationnel a été établi par le Luxembourg dans le cadre du partenariat visé à l'article 11 du règlement (CE) n° 1083/2006.
- (3) La Commission a examiné le programme opérationnel proposé et estime qu'il contribue à la réalisation des objectifs fixés dans la décision 2006/702/CE du Conseil du 6 octobre 2006 relative aux orientations stratégiques communautaires en matière de cohésion² et le cadre de référence stratégique national³.
- (4) La proposition de programme opérationnel comporte tous les éléments visés à l'article 37, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1083/2006, à l'exception de la liste indicative des grands projets visée au point h) de l'article 37, paragraphe 1, du règlement, car aucun projet de ce type ne devrait être présenté dans le cadre de ce programme opérationnel.
- (5) Conformément à l'article 37, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1083/2006, le programme opérationnel comporte la justification de la concentration thématique, géographique et financière sur les priorités, comme prévu à l'article 5 du

¹ JO L 210 du 31.7.2006, p. 25. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1989/2006 (JO L 411 du 30.12.2006, p. 6).

² JO L 291 du 21.10.2006, p. 11.

³ Décision C(2007)4517 du 8 octobre 2007.

règlement (CE) n° 1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional et abrogeant le règlement (CE) n° 1783/1999⁴.

- (6) Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1083/2006, le programme opérationnel comporte des informations sur le traitement de la question du développement urbain durable.
- (7) Il convient de fixer le taux maximum et le montant maximum de la contribution du Fonds pour le programme opérationnel et pour chaque axe prioritaire, comme prévu à l'article 53, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 1083/2006.
- (8) Les aides accordées en application du programme opérationnel doivent être conformes aux règles en vigueur en matière d'aides d'État et à toute autre disposition en vigueur du droit communautaire.
- (9) Il convient par conséquent d'adopter le programme opérationnel proposé,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le programme opérationnel d'intervention communautaire au titre de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» au Grand Duché du Luxembourg pour la période de programmation du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013, figurant à l'annexe I et prévoyant les axes prioritaires suivants, est adopté:

- 1) Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif,
- 2) Améliorer la connaissance et l'innovation,
- 3) Assistance technique.

Article 2

Toute dépense effectivement payée en application du programme opérationnel est éligible à partir du 1^{er} janvier 2007.

Article 3

1. Le montant maximum de la contribution du Fonds européen de développement régional au programme opérationnel, calculé en fonction du total des dépenses éligibles, publiques et privées éligibles s'élève à 25.243.666 EUR et le taux de cofinancement maximum est fixé à 29,66%

⁴ JO L 210 du 31.7.2006, p. 1.

2. La contribution nationale de 59.863.550 EUR peut être partiellement constituée de prêts communautaires alloués par la Banque européenne d'investissement et d'autres instruments de prêt.

3. Dans le cadre du programme opérationnel visé au paragraphe 1, le montant maximum de la contribution et le taux maximum de cofinancement pour chaque axe prioritaire sont fixés au second à quatrième alinéa du présent paragraphe.

Le taux de cofinancement maximum prévu pour l'axe prioritaire 1 "Contribuer à rendre le site luxembourgeois plus attractif" est fixé à 25% et le montant maximum de la contribution du FEDER pour cet axe prioritaire, calculé en fonction du total des dépenses éligibles publiques et privées, s'élève à 12.116.960 EUR.

Le taux de cofinancement maximum prévu pour l'axe prioritaire 2 "Améliorer la connaissance et l'innovation" est fixé à 35% et le montant maximum de la contribution du FEDER pour cet axe prioritaire, calculé en fonction du total des dépenses éligibles publiques et privées, s'élève à 12.116.959 EUR.

Le taux de cofinancement maximum prévu pour l'axe prioritaire 3 "Assistance technique" est fixé à 50% et le montant maximum de la contribution du FEDER pour cet axe prioritaire, calculé en fonction du total des dépenses publiques éligibles, s'élève à 1.009.747 EUR.

4. Le plan de financement correspondant figure en annexe II

Article 4

Toute aide publique accordée en application du présent programme opérationnel doit être conforme aux règles de procédure et de fond applicables en matière d'aides d'État à la date d'octroi de l'aide publique.

Article 5

Le Grand duché du Luxembourg est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 20-XII-2007

Par la Commission
Danuta Hübner
Membre de la Commission



ANNEXE I

Programme opérationnel